MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
———
SOUS-DIRECTION DE L'ATTRACTIVITÉ ET DES RECRUTEMENTS
———
Bureau des concours et examens professionnels

Concours interne et troisième concours pour l'accès à l'emploi de secrétaire des affaires étrangères (cadre général) au titre de l'année 2027

Épreuve écrite d'admissibilité n°2

Jeudi 24 septembre 2026

Outils diplomatiques et consulaires du ministère

Durée totale de l'épreuve : 2 heures – Coefficient : 3

Épreuve relative aux outils diplomatiques et consulaires du ministère consistant en la réponse à 60 questions à choix multiples (QCM) maximum suivie de deux questions à réponse courte (QRC)

Ce sujet comporte 11 pages (page de garde et sommaire non compris)

Sommaire

Questions à choix multiples (12 points) 1
Questions à réponse courte (8 points) 11

Questions à choix multiples (12 points)

Pour répondre, vous cocherez les cases correspondant à vos réponses sur la copie prévue à cet effet.

Pour chaque question, une ou plusieurs réponses sont possibles.

Barème :

- *bonne réponse = + 0,2 point*
- *mauvaise réponse / réponse incomplète = - 0,1 point*
- *absence de réponse = - 0,05 point*

Le total de points sur la partie QCM ne peut être inférieur à 0.

1/ En quelle année a été adoptée à Istanbul la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ?

a. 2011
b. 2017
c. 2022
d. 1996

2/ Quel groupe de pays assume le trio de la présidence du Conseil de l'Union européenne du 1er juillet 2026 au 31 décembre 2027 ?

a. Chypre-Pologne-Danemark
b. Irlande-Lituanie-Grèce
c. Italie-Lettonie-Luxembourg
d. Danemark-Irlande-Lituanie

3/ Quels sont les objectifs de la réserve diplomatique et citoyenne ?

a. Rapprocher les citoyens de leur diplomatie et de ses acteurs
b. Éclairer les choix de la France en matière de politique étrangère
c. Faire connaître et comprendre les postures et enjeux diplomatiques français
d. Engager les Françaises et les Français dans des actions concrètes au service de notre politique étrangère

4/ Combien compte-t-on de consulats généraux au 1er juin 2026 ?

a. 84
b. 94
c. 87
d. 90

5/ Comment sont élus les conseillers à l'assemblée des Français de l'étranger ?

a. Election par un collège électoral composé des 433 conseillers des Français de l'étranger
b. Election au suffrage direct par les Français inscrits au Registre des Français de l'étranger de la circonscription concernée
c. Election au suffrage indirect par les sénateurs des Français de l'étranger
d. Election par un collègue électoral composé des 90 conseillers des Français de l'étranger

6/ L'inscription sur le fil d'Ariane permet aux voyageurs :

a. d'être priorisé en cas de mise en place d'une option d'évacuation par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
b. d'être assuré auprès de son *tour operator* ou de sa compagnie aérienne en cas de voyage en zone rouge
c. de recevoir par mail ou par SMS des messages d'alerte et des consignes de sécurité si la situation dans le pays visité le justifie
d. d'être joignable par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en cas de crise majeure

7/ A qui s'adresse le programme Tremplin ?

a. Aux agentes de catégorie A titulaires aussi bien parmi les conseillères des affaires étrangères ou administratrices de l'État que parmi les secrétaires des affaires étrangères (SAE)
b. Aux agentes de catégorie B ayant déjà exercé des fonctions d'encadrement et pouvant prétendre à une promotion dans le corps des SAE
c. Aux agentes de catégorie C qui envisagent un parcours professionnel de secrétaire des systèmes d'information et de communication
d. Aux agentes de catégorie A contractuelles

8/ Quelle(s) organisation(s) internationale(s) a(ont) leur siège social à Montréal (Canada) ?

a. L'agence internationale de l'énergie (AIE)
b. L'agence mondiale antidopage (AMA)
c. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)
d. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

9/ Le centre d'analyse, de prévision et de stratégie :

a. relève de l'autorité du Directeur général des affaires politiques
b. gère le programme d'invitation des personnalités d'avenir
c. produit des analyses transdisciplinaires et prospectives des évolutions de l'environnement international
d. est uniquement composé d'agents du MEAE

10/ En quelle année a été créée la cellule tolérance zéro ?

a. 2021
b. 2018
c. 2020
d. 2017

11/ Dans le cadre du programme « Action Publique 2022 », le gouvernement a engagé une réforme des réseaux de l'État à l'étranger destinée à en optimiser le pilotage et la gestion. Cette réforme repose notamment sur :

a. le regroupement des équivalents temps pleins (ETP) sur le seul budget du MEAE
b. la gestion administrative et budgétaire des crédits concernés par chaque service de l'ambassade afin d'améliorer le pilotage de l'activité
c. la gestion directe des crédits de déplacement par chaque service de l'ambassade
d. le transfert des crédits de représentation sur le budget du MEAE

12/ Quels sont les pays du G4 qui proposent un élargissement du Conseil de sécurité des Nations unies ?

a. Afrique du Sud, Brésil, Allemagne, Inde
b. Brésil, Allemagne, Japon, Nigéria
c. Allemagne, Brésil, Japon, Inde
d. Brésil, Japon, Afrique du Sud, Allemagne

13/ Quelle Convention des Nations unies a été signée à Montego Bay en 1982 ?

a. Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel
b. Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
c. Convention relative aux droits de l'enfant
d. Convention sur le droit de la mer

14/ Au 1er juillet 2026, quelles étaient les opérations à composantes militaires de PSDC en cours ?

a. EUNAVFOR MED IRINI
b. EUAM IRAQ
c. EUAM RCA
d. EUFOR ALTHEA

15/ Combien de paquets de sanctions ont été adoptés à l'encontre de la Russie par l'Union européenne ?

a. 19
b. 21
c. 22
d. 25

16/ Quels pays composent l'association européenne de libre-échange ?

a. Finlande, Suède, Islande, Norvège
b. Suisse, Norvège, Danemark, Royaume-Uni, Suède
c. Suède, Norvège, Danemark, Autriche
d. Norvège, Islande, Liechtenstein, Suisse

17/ Qu'est-ce que « France Consulaire » ?

a. Une campagne de promotion de l'action consulaire
b. Un service d'information pour obtenir un visa
c. Un service d'information réservé aux Français de passage à l'étranger
d. Un service d'information pour les démarches consulaires des Français de l'étranger résidents ou de passage

18/ Le Traité de l'Elysée :

a. est un traité de coopération entre la France et l'Allemagne signé par le Président Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl
b. a eu un impact limité sur les relations franco-allemandes
c. porte exclusivement sur la défense, les affaires étrangères et l'économie
d. est un traité de coopération bilatérale entre la France et l'Allemagne signé par le général de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer

19/ Combien de visas ont été délivrés par la France en 2025 ?

a. 500 000
b. 3 millions
c. 6 millions
d. 10 millions

20/ Le vote électronique est possible pour les Français de l'étrangers pour :

a. les élections présidentielles
b. les élections des Conseillers des Français de l'étranger
c. les élections législatives
d. les élections européennes

21/ L'Accord des Nations unies sur la haute mer (BBNJ) :

a. a été signé lors du Sommet des océans en 2025
b. porte sur la protection des ressources marines et de la biodiversité de la haute mer
c. au niveau français, la loi autorisant la ratification du traité n'a pas encore été adoptée à l'unanimité par les deux chambres du Parlement français
d. l'Union Européenne n'a pas participé aux négociations

22/ La France a ouvert en 2026 un consulat général :

a. au Danemark
b. au Canada
c. au Mexique
d. en Allemagne

23/ L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) :

a. est un opérateur public sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
b. est un opérateur public sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de l'Education nationale
c. est le troisième plus important réseau scolaire à l'étranger
d. est un réseau au service des Français établis à l'étranger et un levier d'influence dans le monde

24/ S'agissant de la diplomatie féministe française :

a. la Stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe définit des objectifs pour la période 2026-2036
b. la diplomatie féministe portée par la France comporte un volet consulaire de protection des ressortissantes françaises à l'étranger
c. la France est le seul pays européen à déployer une diplomatie féministe
d. la France accueillera la prochaine conférence ministérielle des politiques étrangères féministes en 2026

25/ La direction des affaires juridiques assure :

a. une fonction de conseil juridique
b. une fonction de négociation
c. une fonction RH
d. une fonction contentieuse

26/ L'Agence française de développement (AFD) :

a. finance exclusivement des projets dans les pays les moins avancés
b. est l'opérateur principal de la politique française de développement et de solidarité internationale, en finançant des projets dans de nombreux pays partenaires
c. exerce des missions consulaires auprès des Français établis à l'étranger
d. n'intervient qu'au moyen de subventions

27/ A propos de PROPARCO :

a. elle finance principalement des projets portés par des administrations publiques étrangères
b. elle intervient principalement auprès du secteur privé afin de favoriser le développement économique durable
c. elle a pour mission principale de favoriser le développement des start-up françaises à l'étranger
d. elle intervient exclusivement sous forme de prêts

28/ Les collectivités territoriales françaises peuvent conduire des actions de coopération décentralisée uniquement :

a. après autorisation du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
b. lorsqu'elles sont cofinancées par l'État
c. par l'intermédiaire d'établissements publics de coopération intercommunales
d. dans les conditions prévues par la loi

29/ A propos d'un bureau de France :

a. il exerce nécessairement l'ensemble des compétences d'un consulat général
b. il constitue une implantation française aux attributions adaptées au contexte local
c. il est toujours dirigé par un consul honoraire
d. il ne peut être ouvert que dans un État où la France ne dispose pas d'ambassade

30/ L'agrément demandé à l'Etat accréditaire a pour objet :

a. d'autoriser l'ouverture d'une ambassade française
b. de recueillir l'accord préalable de l'État accréditaire sur la désignation du futur ambassadeur
c. de permettre au futur ambassadeur d'exercer ses fonctions dès son arrivée dans le pays de résidence
d. de conférer au futur ambassadeur les privilèges et immunités diplomatiques

31/ Un agent diplomatique peut-il être contraint de témoigner devant les juridictions de l'Etat accréditaire ?

a. Oui, dans tout procédure pénale
b. Oui, lorsqu'il est témoin et non mis en cause
c. Non, sauf renonciation de l'Etat accréditant à l'immunité diplomatique de son agent
d. Oui, à la demande du ministère des affaires étrangères de l'Etat accréditaire

32/ Lorsqu'un agent diplomatique est déclaré persona non grata, l'État accréditaire :

a. met automatiquement fin à ses fonctions diplomatiques
b. peut exiger son rappel ou la cessation de ses fonctions
c. peut engager des poursuites pénales contre lui
d. perd l'obligation de respecter son immunité

33/ Une convention fiscale internationale conclue par la France :

a. prévaut systématiquement sur toute disposition du droit fiscal interne
b. répartit les compétences fiscales entre les Etats signataires
c. harmonise les règles de calcul de l'impôt dans les Etats signataires
d. interdit toute double imposition

34/ Le groupe de Minsk de l'OSCE :

a. avait pour mandat de favoriser une solution négociée au conflit du Haut-Karabakh
b. avait été créé pour assurer le suivi des accords de Minsk relatifs au conflit dans l'Est de l'Ukraine
c. constituait une mission d'observation déployée par l'OSCE sur la ligne de contact en Ukraine
d. était chargé de superviser l'application du cessez-le-feu conclu à Minsk en 2015

35/ Les consuls honoraires :

a. sont toujours de nationalité française
b. exercent leurs fonctions à titre bénévole
c. sont recrutés par concours
d. sont compétents pour délivrer l'ensemble des titres d'identité et de voyage

36/ La Cour internationale de Justice :

a. siège à la Haye
b. dépend du Conseil de l'Europe
c. juge les personnes poursuivies pour crimes contre l'humanité
d. règle les différends entre États

37/ Le caractère juridiquement contraignant d'un Memorandum of Understanding (MoU) dépend principalement :

a. de son intitulé
b. de son enregistrement auprès des Nations unies
c. de l'intention des parties et du contenu de l'instrument
d. de la nature des parties contractantes

38/ A quel moment un accord international entre-t-il en vigueur ?

a. Dès sa signature
b. Dès que chaque partie a achevé sa procédure interne d'approbation
c. Selon les modalités prévues par ses stipulations
d. Dès sa publication au Journal officiel de la République française

39/ L'adoption internationale a connu au cours des vingt dernières années :

a. une augmentation continue du nombre d'adoptions internationales
b. une baisse du nombre d'adoptions et une proportion croissante d'enfants à besoins spécifiques
c. une harmonisation progressive des procédures au sein de l'Union européenne
d. une concentration croissante des adoptions internationales entre Etats membres de l'UE

40/ Depuis l'expiration du traité New START en février 2026 :

a. il n'existe plus d'accord bilatéral juridiquement contraignant limitant les arsenaux nucléaires stratégiques des Etats-Unis et de la Russie
b. le traité FNI demeure en vigueur
c. le traité Ciel ouvert limite les arsenaux nucléaires stratégiques
d. le traité ABM encadre encore les défenses antimissiles

41/ La commission rogatoire internationale a principalement pour objet :

a. de permettre la remise d'une personne poursuivie à un autre Etat
b. d'organiser le transfèrement d'une personne condamnée
c. de reconnaître ou exécuter une décision de justice étrangère
d. de solliciter l'accomplissement d'un acte d'enquête ou d'instruction par une autorité judiciaire étrangère

42/ L'inscription au registre des Français établis hors de France permet notamment :

a. de faciliter certaines démarches consulaires
b. d'obtenir automatiquement un passeport diplomatique
c. d'être plus facilement contacté par le poste en cas de crise
d. de voter aux élections locales du pays de résidence

43/ Laquelle des formules suivantes est authentiquement tirée d'une lettre de La Fayette adressée à son ministre ?

a. « Permettez-moi d'y joindre une nouvelle assurance des sentiments tendres et respectueux que mon cœur vous a voués pour la vie. »
b. « Je vous prie d'agréer l'hommage de mon inviolable attachement et de mon plus profond respect. »
c. « Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.»
d. « Recevez l'assurance de mon entier dévouement au service du Roi. »

44/ Avant la saisine du juge administratif, les recours contre certaines décisions de refus de visa relèvent notamment :

a. de l'autorité hiérarchique du poste consulaire
b. du tribunal administratif de Paris
c. de la Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France
d. du défenseur des droits

45/ Les sanctions adoptées par l'Union européenne contre la Russie :

a. ont fait l'objet de plusieurs paquets successifs depuis 2022
b. sont régulièrement adaptées en fonction de l'évolution de la guerre en Ukraine
c. relèvent exclusivement de l'OTAN
d. sont décidées par le Conseil de l'Europe

46/ La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 prévoit notamment :

a. l'inviolabilité des locaux de la mission diplomatique
b. la délivrance des visas Schengen
c. les privilèges et immunités des agents diplomatiques
d. les modalités d'acquisition de la nationalité

47/ Les services consulaires peuvent notamment :

a. enregistrer des pactes civils de solidarité
b. délivrer certains documents administratifs
c. organiser les élections municipales françaises
d. accompagner les Français lors de crises à l'étranger

48/ Parmi les organismes suivants, lesquels sont placés sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ?

a. L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)
b. Expertise France
c. L'Office français de la biodiversité
d. Météo-France

49/ De quoi Nicolas Forissier est-il chargé ?

a. Du commerce extérieur
b. De l'attractivité
c. De la Francophonie
d. Des partenariats internationaux

50/ Concernant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), quelles affirmations sont exactes ?

a. Son organe d'appel demeure largement paralysé
b. Son siège est situé à Genève
c. Elle est une agence spécialisée des Nations unies
d. Tous ses membres appartiennent également à l'OCDE

51/ Quel est le sigle du service qui gère les situations de crises à l'étranger pour le ministère :

a. CDCS
b. CAPS
c. DRH
d. SAER

52/ Le Parmi les missions d'un consulat figurent :

a. la protection consulaire des Français
b. la négociation des traités internationaux
c. la délivrance de titres d'identité et de voyage selon la réglementation
d. la représentation permanente auprès des Nations unies

53/ Le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies :

a. siège à Genève
b. comprend 47 États membres
c. siège à New York
d. est un organe principal de la Cour internationale de Justice

54/ En 2026, quel anniversaire est célébré concernant les Etats-Unis :

a. le 250e anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis
b. le 100e anniversaire des relations franco-américaines
c. le 50e anniversaire du traité de l'Atlantique Nord
d. le 200e anniversaire de la visite de Lafayette

55/ Lors d'une participation comme volontaire à un sommet international, un agent reçoit un cadeau en remerciements de la part de la délégation officielle étrangère qu'il a assistée. Il ou elle peut l'accepter à condition :

a. qu'il s'agisse d'argent liquide d'une somme inférieure à 150€
b. qu'il s'agisse de cadeau alimentaire, qui sera alors consommé collectivement
c. qu'il s'agisse d'un cadeau remis devant témoin
d. il/elle ne peut pas l'accepter, le principe est de refuser tout cadeau

56/ Une entreprise française sollicite la mise à disposition à titre gratuit de la résidence de l'Ambassadeur/l'Ambassadrice pour un événement. Cette demande peut être acceptée si l'événement :

a. apporte une contribution à l'action diplomatique et au rayonnement de la France
b. est de nature caritative ou sociale
c. peut aider l'entreprise à remporter un contrat avec le pays concerné
d. a été instauré de manière récurrente et annuelle par les ambassadeurs précédents

57/ Le site France Diplomatie permet notamment :

a. de consulter l'annuaire des représentations françaises à l'étranger
b. d'accéder aux coordonnées des postes diplomatiques
c. de déposer une déclaration d'impôt
d. de rechercher un consulat

58/ Sur quels réseaux sociaux le ministère est-il présent :

a. X (Twitter)
b. LinkedIn
c. TikTok
d. Snapchat

59/ Henry Kissinger a été le conseiller à la sécurité nationale du président :

a. Richard Nixon
b. Jimmy Carter
c. Gerald Ford
d. George Bush

60/ Dans quelles circonstances un fonctionnaire est-il dégagé de son devoir d'obéissance hiérarchique ?

a. Lorsque l'ordre donné est illégal
b. Lorsque l'ordre donné heurte ses convictions éthiques, religieuses ou politiques
c. Lorsque l'ordre donné est illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public
d. Lorsque l'ordre donné le place dans une situation présentant un danger imminent pour sa vie ou sa santé

Questions à réponse courte (8 points)

La réponse comportera un maximum de 260 mots par question. Aucun minimum n'est imposé. Des points pourront être retirés si la réponse donnée est trop longue.

Une copie mal présentée, peu lisible ou peu soignée pourra également faire perdre des points, tout comme la présence de fautes d'orthographe, de grammaire ou de syntaxe.

Question 1 (4 points)

Quel est l'impact de la course aux technologies émergentes pour la diplomatie française ?

Question 2 (4 points)

Quels sont les enjeux de la dissuasion nucléaire française dans l'espace européen ?